



HAL
open science

PCI: extension du domaine de l'édition

Sylvie Zasser, Marianne Peiffer, Thomas Guillemaud, Denis Bourguet, Benoît Facon

► **To cite this version:**

Sylvie Zasser, Marianne Peiffer, Thomas Guillemaud, Denis Bourguet, Benoît Facon. PCI: extension du domaine de l'édition. *Sesame: Sciences et sociétés, alimentation, mondes agricoles et environnement*, 2017, 2, pp.50-51. hal-04153110

HAL Id: hal-04153110

<https://hal.inrae.fr/hal-04153110>

Submitted on 6 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

[Publications scientifiques] PCI : extension du domaine de l'édition

Sylvie Zasser, Marianne Peiffer, Un entretien avec **Thomas Guillemaud, Denis Bourguet, Benoît Facon**

DANS **SESAME** 2017/2 (N° 2), PAGES 50 À 51
ÉDITIONS **MISSION AGROBIOSCIENCES-INRAE**

ISSN 2554-7011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-sesame-2017-2-page-50.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Mission Agrobiosciences-INRAE.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

PCI : Extension du domaine de l'édition

Onéreux, opaque, lent... Très critiques envers le modèle actuel de publication scientifique, Thomas Guillemaud (Inra Isa), Denis Bourguet (Inra CBGP) et Benoît Facon (Inra PVBMT) proposent un nouveau système, le *Peer Community in* (PCI), grâce auquel ils comptent bien bousculer le monde de l'édition scientifique... Questions réponses - par écrit - avec ces trois chercheurs.

Durant des décennies, on a affirmé que la « bonne » science devait passer par un système de relecture par des pairs, via des revues scientifiques dont certaines affichent une notoriété indiscutable. Un modèle que vous jugez durement. Quelles sont vos principales critiques ?

Principalement le coût et le manque de transparence et, dans une moindre mesure, le délai entre l'obtention des résultats scientifiques et leur publication. Par ailleurs, nous estimons que le modèle économique sur lequel repose le système de publication actuel engendre une certaine perversion de ce système.

Le coût tout d'abord. La plupart des revues scientifiques appartient à de grandes compagnies internationales d'édition qui profitent avantageusement des besoins des chercheurs de publier et de lire des articles scientifiques. En effet, les organismes de recherche et les universités leur versent, chaque année, de très importantes sommes d'argent en s'abonnant à leurs revues et en payant les frais que ces revues exigent pour la publication et/ou la mise en accès libre des articles. Alors que le développement des outils informatiques et la dématérialisation des articles auraient pu engendrer une diminution des coûts, ces frais n'ont cessé d'augmenter ces dernières années.

En France, on estime l'ensemble de ces coûts à plus de 150 millions d'euros chaque année, ce qui représente 30% du budget de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR). Un coût qui nous paraît injustifiable, sachant que l'essentiel du travail menant à la publication est réalisé par les chercheurs eux-mêmes : écriture des articles, évaluation (*peer-review*), décisions éditoriales, relectures et corrections. La situation est encore plus compliquée pour les chercheurs des pays en voie de développement. La plupart des instituts de

recherche ne pouvant pas supporter de tels frais, cela limite à la fois leur capacité à publier et leur accès à la littérature scientifique.

Le manque de transparence ensuite. Le processus de relecture par les pairs, qui garantit la qualité des articles, n'est généralement pas public. Le lecteur d'un article scientifique n'a pas accès aux relectures critiques réalisées par les pairs. Sa confiance dans la validité de l'article repose donc sur des éléments subjectifs et déconnectés de la qualité de l'article en question comme la notoriété de la revue, qui est estimée par son facteur d'impact (IF). Il serait préférable de publier les décisions éditoriales, les critiques des relecteurs et les réponses des auteurs. Cela donnerait aux lecteurs la matière pour évaluer le sérieux du travail effectué sur chaque article.

Les délais maintenant. Entre l'obtention des résultats par une équipe de recherche et leur publication, il peut s'écouler un délai de six mois à un an, dû à la nécessité de réaliser des relectures critiques, lesquelles appellent des réponses des auteurs, etc. De plus, un article peut être refusé par une première revue, soumis de nouveau puis refusé par une seconde, etc. Il en résulte un grand manque d'efficacité du système : pendant qu'une équipe tente de publier ses résultats acquis des mois auparavant, d'autres équipes travaillant sur le même sujet pourraient utilement en bénéficier. Enfin, la perversion du système. Les éditeurs s'orientent progressivement vers un système auteur-payeur en obligeant les auteurs à payer la mise en accès libre de leur article. Le chiffre d'affaires des éditeurs est ainsi de plus en plus étroitement associé au nombre d'articles publiés. En conséquence, il devient tentant, pour eux, d'augmenter la proportion d'articles acceptés dans leurs journaux, au détriment de leur qualité.

Pour contrer tous ces biais, vous avez créé *Peer Community in*. De quoi s'agit-il ?

Le système *Peer Community in* (PCI) repose sur la publication d'évaluations critiques et de recommandations d'articles non encore publiés, mais déposés – et gratuitement accessibles – sous forme électronique dans des archives ouvertes disponibles sur internet. Ces évaluations et recommandations sont réalisées bénévolement par les chercheurs sans aucun lien avec des éditeurs privés.

Les frais de publication disparaissent : PCI offre la possibilité de valider, diffuser et consulter gratuitement les articles qui lui sont soumis. Les délais d'accès à l'information sont nuls : les articles scientifiques évalués sont déposés dans les archives ouvertes dès la fin de leur écriture. Le système devient transparent : les critiques, les décisions éditoriales, les réponses des auteurs et les recommandations sont publiées sur le site de la communauté scientifique concernée¹ (telles que *Peer Community in Evolutionary Biology*).

Quelles sont les limites de ce nouveau système de publication ?

La principale limite est son originalité et sa jeunesse : PCI reste méconnu et les chercheurs, les agences de financement et les instituts de recherche ont tendance à accorder encore une très grande importance aux journaux scientifiques classiques et aux IF associés. Par ailleurs, sachant que les chercheurs sont actuellement recrutés, évalués et obtiennent des financements sur la base de leur *curriculum vitae*, on comprend leur frilosité à utiliser ce nouveau système. Les chercheurs et les comités d'évaluation des projets et des carrières des scientifiques pourraient décider de considérer les articles recommandés par PCI comme des articles « classiques ». C'est ce qui est en train de se produire, par exemple au Comité National de la Recherche Scientifique (CoNRS) dans le domaine de l'évolution et de l'écologie.

Dans le livre « Malscience : de la fraude dans les labos »², Nicolas Chevassus-au-Louis affirme que la fraude scientifique est quasi impossible à éradiquer dans un contexte de compétition internationale où la course aux publications s'apparente à la loi de la jungle. Pensez-vous que votre système puisse moraliser les pratiques ?

La transparence des évaluations des articles conduira sûrement à de meilleures pratiques, car le travail d'évaluation critique des articles est mieux fait lorsqu'il est exposé publiquement. Les problèmes de conflit d'intérêt dans les évaluations critiques seront certainement moins fréquents avec ce système. En effet, les situations de conflit d'intérêts sont interdites dans les PCI, les recommandations sont signées et nous encourageons les relecteurs à signer leurs

« La transparence des évaluations des articles conduira sûrement à de meilleures pratiques. »

évaluations critiques. Ce mode de fonctionnement devrait freiner les velléités de « copinage » ou de repréailles chez les évaluateurs.

Par ailleurs, les PCI n'ont pas vocation à entreprendre l'évaluation de tous les articles qui leur sont soumis. En effet, les évaluations reposent sur un travail volontaire des membres des communautés, qui choisissent les articles qui leur semblent pertinents. Cela aura pour conséquence de limiter les articles "alimentaires" sans intérêt, destinés à "gonfler" les listes de publications.

Quel avenir pour les PCI ? Que manque-t-il pour que le système se généralise ?

Après le lancement de *PCI Evolutionary Biology* en janvier 2017, *PCI Ecology*, *PCI Paleontology* et *PCI Computational Statistics* devraient démarrer fin 2017 ou début 2018. Nous souhaitons augmenter rapidement le nombre de nouveaux PCI afin de couvrir un large éventail de thématiques scientifiques.

Pour permettre cette impulsion et assurer la gestion de ces PCI, nous espérons obtenir le soutien en moyens financiers et humains des institutions de recherche (universités, grands instituts de recherche et agences de financement), ceci au plan national³ et international. Nos besoins de soutien sont particulièrement peu onéreux et sans comparaison avec les sommes actuellement dépensées par nos institutions pour la publication et l'accès aux publications. ●

Pour en savoir plus :
<https://peercommunityin.org/>
<https://evolbiol.peercommunityin.org/>
<https://www.youtube.com/watch?v=4PZhpnc8www>

1 - PCI est composé de plusieurs communautés scientifiques thématiques (par exemple en biologie évolutive, statistiques, écologie...), elles-mêmes composées d'un grand nombre de chercheurs.

2 - Seuil, septembre 2016.

3 - Nous avons déjà le soutien de l'Inra, de certains Labex et d'une section du Comité National de la Recherche Scientifique (CoNRS).